

Corée du Sud : régression politique et résistance

Kwang-Yeong Shin¹

Dix ans après l'avènement de la démocratie en 1987, le miracle économique coréen a volé en éclat, à partir de la crise financière. Les réformes néolibérales des gouvernements démocrates ont affecté lourdement le monde du travail, générant une polarisation sociale et une paupérisation croissante. Malgré le retour des conservateurs au pouvoir et de nouvelles contraintes, des résistances s'organisent pour réclamer une démocratie plus redistributive.

La victoire d'Hanara Dang du Parti conservateur en 2008 a modifié le champ politique qui avait été dominé, dix ans durant, par les démocrates. La principale raison de leur retour en grâce réside dans le bilan négatif des gouvernements démocrates. En réaction à la crise financière qui a secoué le pays en décembre 1997, des réformes d'inspiration néolibérale ont été mises en œuvre. Le président Kim Dae Jung, un des leaders de l'opposition politique au régime militaire, a ainsi commencé son mandat en février 1998, en appliquant les conseils du FMI. Son gouvernement a alors lancé des réformes néolibérales, telles que la privatisation du secteur public, la dérégulation du marché du travail, la réforme de la gouvernance des *chaebols*², ainsi que l'ouverture des marchés financiers.

Ces réformes ont eu pour conséquences immédiates la précarisation du travail et l'explosion du chômage. Le FMI a appuyé

1. Professeur de sociologie à l'Université Chung-Ang (Séoul), ancien président de la Korean Critical Sociological Association, auteur de plusieurs ouvrages sur la transformation du travail en Corée.

2. Conglomérats d'entreprises, souvent industrielles.

l'introduction d'un filet de sécurité sociale pour les victimes de ces réformes, mais cette intention n'a pas permis d'assurer la protection des pauvres et des chômeurs. De cette insécurité ont découlé une polarisation sociale et une paupérisation croissante, qui ont été les caractéristiques criantes de la décennie menée par les démocrates. L'incapacité du Parti démocrate à assurer la sécurité économique et l'introduction des réformes néolibérales ont ainsi sapé la légitimité du gouvernement et permis le retour de l'opposition conservatrice en 2007.

Précarisation du travail et mobilisation politique des laissés pour compte

Les organisations de la société civile ont bourgeonné dans les années 1990. Avec la fin de l'autoritarisme et le début de la transition à partir de 1987, les mouvements d'opposition se sont attelés à renforcer la démocratie naissante en Corée du Sud. Des mouvements politiques inédits sont apparus. Des organisations citoyennes ont joué un rôle significatif de mobilisation de la population, afin d'ancrer et d'étendre la démocratie à toutes les sphères de la vie quotidienne, de même qu'au champ politique. Ils ont ainsi mis la lumière sur de nouveaux enjeux, tels que la pollution environnementale, la corruption, le mal-logement, le genre, etc.

Les syndicats ont limité leurs actions aux préoccupations relatives au monde du travail. Principalement, parce que le droit du travail ne permet pas aux syndicats d'avoir une existence propre en dehors d'une entreprise, les syndicats sectoriels ou régionaux étant interdits. De plus, seuls les travailleurs réguliers ont le droit d'être syndiqués, ce qui exclut automatiquement les travailleurs irréguliers (*irregular workers*) et le personnel licencié. À cela s'ajoute l'interdiction par le Code du travail de la présence de plusieurs syndicats dans une même entreprise. Ces nombreuses restrictions ont conduit les syndicats à focaliser leur action sur l'amélioration des conditions de travail et les augmentations salariales, bien qu'ils se soient toutefois battus pour obtenir le droit de se regrouper par secteur et de s'organiser au niveau national. Désormais les syndicats sont présents dans les grandes entreprises des secteurs manufacturiers et des services. Cependant, certains géants des affaires, tel Samsung, n'ont toujours pas de syndicats et répriment toute tentative d'organisation collective des travailleurs, en licenciant systématiquement les éléments indociles.

Durant les années 2000, les luttes les plus acharnées ont mis en scène les travailleurs irréguliers dont le salaire représente moins de 60 % de la rémunération des travailleurs réguliers et dont la protection sociale (pension, indemnité de chômage, etc.) est sommaire. Sous l'effet des réformes néolibérales, la proportion d'emplois rémunérés atypiques ou non conventionnels n'a cessé de croître. Selon les chiffres officiels, ils représenteraient près de 35 % de l'emploi salarié en 2011, mais ce chiffre grimperait jusqu'à 52 %, selon les syndicats. Cet écart tient à une controverse sur la définition de l'emploi rémunéré atypique: alors que le gouvernement exclut les travailleurs réguliers temporaires de la catégorie des employés atypiques, les syndicats estiment à l'inverse qu'ils doivent être pris en compte.

La multiplication des emplois précaires et l'insécurité croissante ont conduit à une polarisation de la société, qui est devenue progressivement un thème politique central. L'augmentation des inégalités et de la pauvreté a miné la légitimité des gouvernements démocrates. Plus encore, la formation d'une bulle immobilière a bénéficié aux plus riches, tout en augmentant la pression sur les épaules des plus pauvres. Le prix de l'immobilier dans le secteur métropolitain de Séoul, où vit près de la moitié de la population sud-coréenne, a plus que doublé en dix ans.

Les résistances aux politiques néolibérales du gouvernement se sont déclinées sous trois formes. La première fut la lutte menée, à la fin des années 2000, par les travailleurs précaires, dont l'existence était jusque-là ignorée par le gouvernement. Les grèves les plus importantes se sont déroulées dans des entreprises où ces travailleurs étaient majoritaires et la plupart des conflits du travail à cette époque sont nés de leurs initiatives.

Les travailleurs précaires

Leurs conflits présentent trois caractéristiques particulières. Tout d'abord: leur durée, ils sont plus longs que ceux menés par les syndicats. Comme les codes du travail n'offrent aucune protection aux grévistes, les directions d'entreprise n'ont aucune obligation, ni aucun intérêt à négocier avec eux. Dès lors, la seule reconnaissance des grévistes comme interlocuteurs peut prendre une éternité. Une des plus longues grèves a été celle menée par les travailleurs de la Kiryung Electronics, un fabricant de Sirius Satellite Radio, pendant 1895 jours. L'entreprise employait seulement cinquante travailleurs

réguliers pour deux cent cinquante travailleuses irrégulières, qui ont exigé une régularisation de leur statut.

Ensuite, les formes de protestations sont volontairement « extrêmes », afin d'attirer l'attention de l'opinion publique et des médias nationaux. Les femmes grévistes de Kinjung Electronics se sont ainsi rasées les cheveux et ont fait la grève de la faim. Séduits par cette cause, des étudiants et des citoyens ordinaires, ainsi que des syndicalistes ont participé aux manifestations massives devant le siège de l'entreprise pour soutenir les grévistes. Très vite, cette grève est devenue le symbole de la lutte des travailleurs irréguliers. Autre action coup-de-poing : Kim Jin-Sook, une leader ouvrière de 51 ans, s'est hissée au sommet d'une grue du chantier naval de Busan, le 6 janvier 2011, pour protester contre le licenciement de plus de quatre cents ouvriers, suite à la délocalisation de la production de la Corée du Sud vers les Philippines.

Enfin, à la différence des grèves menées par les syndicats, les grèves des travailleurs non conventionnels bénéficient du soutien des organisations de la société civile, telles que le mouvement des étudiants et certaines organisations sociales. La grève de 2011, menée par les travailleurs de la Hanjin Heavy Industries and Construction, en est le parfait exemple. Cette lutte désespérée sur la grue n° 85, en plus de marquer les esprits et de faire la « une » des médias, a bénéficié du soutien de milliers de Coréens, étudiants ou citoyens, qui ont emprunté les « bus de l'espoir » jusqu'à Busan pour soutenir la syndicaliste.

Les mobilisations citoyennes

Le second type de lutte contre les politiques néolibérales, menées par le gouvernement conservateur, a été d'origine citoyenne. La plus grande manifestation à ce jour dans les rues de Séoul s'est déroulée suite à la décision du gouvernement de lever l'interdiction limitant l'importation du bœuf américain, qui avait été instaurée suite à la détection de cas de vaches folles. Cette levée, actée après la visite du président Lee Myung-Bak aux États-Unis, était une condition préalable à la conclusion de l'accord de libre-échange États-Unis-Corée.

Cette décision provoqua une indignation massive. Entre le 24 mai et le 18 juillet 2008, plus d'un million de participants ont arpenté les rues de Séoul, bougies à la main pour souligner le caractère pacifique du mouvement. Cette protestation a reçu le soutien

de femmes au foyer, de collégiens et d'organisations de la société civile, qui se sont joints aux cortèges. Il s'agissait moins d'une manifestation préparée que d'un mouvement décentralisé et spontané sans réelle organisation, ni meneurs.

Les squatters

Après les conflits des travailleurs et les mobilisations de masse, des résistances ont aussi été menées par les populations paupérisées contre le gouvernement et les promoteurs. Le gouvernement Lee a lancé le projet « ville nouvelle », un plan de réaménagement urbain qui consistait à construire de luxueux appartements dans des quartiers pauvres. Les occupants de ces quartiers populaires (habitants, commerçants, etc.) s'y sont opposés, en organisant des manifestations tantôt importantes, tantôt modestes et parfois violentes. Les promoteurs immobiliers ont été jusqu'à engager des gangsters pour chasser les occupants qui refusaient de quitter les lieux. En décembre 2008, cinq manifestants sont décédés lors d'un incendie provoqué à la suite de violence policière pour déloger des squatters à Yongsan, Séoul.

Élections et bien-être social

La croissance économique a permis globalement d'élever le niveau de vie de la population, mais la crise financière a modifié durablement le marché du travail. L'augmentation du chômage, la prolifération des emplois non conventionnels et des travailleurs pauvres, ainsi que la polarisation de la société sont devenus des enjeux sociopolitiques majeurs. Les revendications sociales ont occupé le cœur des débats, lors des campagnes électorales pour les municipalités et la présidence. L'octroi de repas gratuits pour les écoliers est ainsi devenu un thème majeur lors de l'élection des surintendants en 2008. Les candidats progressistes se sont engagés à proposer cette mesure pour tout l'enseignement primaire, alors que les conservateurs n'entendaient l'assurer qu'aux écoliers les plus pauvres. Ce débat a pris une ampleur nouvelle, lorsque Oh Se-Hoon, le désormais ex-maire de Séoul, a proposé de fournir des repas gratuits à 30 % des enfants pauvres de Séoul. Il a alors organisé un référendum et le projet fut rejeté, avec un taux de participation de 25,7 %.

Le Parti conservateur au pouvoir a dû, lui aussi, signaler des marques d'intérêt face aux demandes pressantes de la population

en matière de protection sociale, même il s'agissait probablement d'une stratégie électorale en vue des présidentielles de 2012. Sans renoncer à son credo néolibéral, il n'a toutefois pu éluder la question sociale. Au vu de la popularité croissante de l'opposition et de ses candidats plaidant pour de telles réformes, les conservateurs ont tenté de dénigrer les politiques sociales réclamées par l'opposition, les jugeant irréalisables et trop coûteuses.

D'autres acteurs ont appuyé la mise en place de politiques sociales dans le pays, comme la People's Solidarity and People's Democracy (PSPD), l'une des organisations de la société civile les plus influentes, mais aussi des groupes de discussions, des journaux progressistes et des gouvernements locaux. Le bien-être social a été inscrit au cœur de l'agenda politique en 2012. Ce phénomène est inédit lorsque l'on considère les réticences passées du régime militaire et actuel du Parti conservateur, plus enclins à concevoir le « *welfare* » comme un frein au fonctionnement de l'économie et à la croissance.

Conclusion

Le parti au pouvoir a remporté le scrutin présidentiel en 2007 et les élections générales en 2008, en promettant une croissance miraculeuse de 7% qui permettrait à la Corée du Sud d'atteindre un PNB de 40 000 dollars par habitant. Paradoxalement, les victimes de l'instabilité économique ont voté pour Lee Myung-bak et les conservateurs, espérant le retour de la croissance et de la prospérité. Toutefois, Lee a trahi son électorat en aggravant la situation économique des plus pauvres et de la classe moyenne.

Désormais, la résistance au pouvoir autoritaire et à ses politiques néolibérales s'est étendue à plusieurs sphères de la société. Toutefois, le « sous-développement » du Parti progressiste a ralenti la maturation des résistances en Corée du Sud. Les soulèvements ouvriers et les protestations de la société civile ont engrangé un large soutien, mais qui a peiné à se traduire en termes politiques, à cause d'un manque criant de leadership et d'une idéologie désuète de la part du parti de la gauche.